

## Chambre des Représentans.

---

### Commission des Pétitions.

---

SESSION 1835-1836. — FEUILLETON N° 8.

---

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.
------------------------------	---------------------------------------

#### M. DE NEF, 1<sup>er</sup> Rapporteur.

1.      715.      Par pétition en date du 30 novembre 1835,  
Des cultivateurs du 1<sup>er</sup> canton de Nivelles exposent qu'une épizootie ravage les bêtes à cornes de ce canton, et demandent le renouvellement de la loi du 16 juin 1816. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.
2.      648.      Par pétition en date du 8 décembre 1835,  
Le sieur Barels, à Lokeren, propose des modifications à la loi sur le personnel de la douane. — Concl. — Ordre du jour.
3.      726.      Par pétition en date du    janvier 1835,  
L'administration communale de Rhodes-St-Genest se plaint de la délimitation cadastrale de la forêt de Soignes, et demande que les triages de Ste-Gertrude, la Bruyère, Sept-Fontaines et la Belle-Étoile appartiennent à la commune de Rhodes-St-Genest. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
4.      701.      Par pétition en date du 6 janvier 1836,  
Le sieur Eugène De Blaere, ancien géomètre de seconde classe, à Coutenarck, demande à être réintégré dans les fonctions de géomètre conservateur du cadastre. — Concl. — Ordre du jour.
5.      580.      Par pétition en date du 19 novembre 1835,  
Plusieurs marchands en détail de la ville de Thielt réclament contre l'élevation du droit de patente. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

- |     |      |  |
|-----|------|--|
| 6.  | 637. | <p>Par pétition en date du 6 décembre 1835,</p> <p>Les entrepreneurs de la barque de Bruxelles à Willebroek, et plusieurs halleurs de bateaux, demandent d'être exemptés de payer la barrière des Trois-Fontaines, par suite de la plantation d'arbres qui existe à côté de la chaussée, sur le chemin de hallage, depuis les Trois-Fontaines jusqu'au pont de Vilvorde — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur, avec demande d'explications.</p> |
| 7.  | 632. | <p>Par pétition en date du 2 décembre 1835,</p> <p>Le sieur H. Nyssen, habitant la frontière de Prusse, demande l'exemption des droits d'entrée pour ses bestiaux, chevaux, etc., servant à l'exploitation d'une ferme qu'il est d'intention d'habiter en Belgique. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.</p>  |
| 8.  | 689. | <p>Par pétition en date du 13 décembre 1835,</p> <p>Des habitans de Dinant demandent que le droit de 30 francs, sur les permis de port-d'armes, soit réduit à 10 francs. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignemens.</p>   |
| 9.  | 657. | <p>Par pétition en date du 10 novembre 1835,</p> <p>La régence et plusieurs habitans notables de la commune de Virton, signalent comme inconstitutionnel un arrêté de M. le ministre de l'intérieur, du 27 août 1835, qui reconnaît le sieur Nicolas Chambeau, gouverneur de la fondation d'Henry Dumont, à Virton. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.</p>  |
| 10. | 584. | <p>Par pétition en date du 12 mai 1835,</p> <p>Un grand nombre d'habitans de la commune d'Aerzele (Flandre-Occidentale), adressent des observations sur le résultat des opérations cadastrales. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.</p>   |
| 11. | 663. | <p>Par pétition non datée,</p> <p>Des habitans du hameau de Hauthem (section de Vilvorde), demandent que cette section soit érigée en commune séparée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignemens.</p>  |
| 12. | 600. | <p>Par pétition en date du novembre 1835,</p> <p>Des habitans de la commune de Luttre (Charleroi), demandent leur séparation de la commune de Pont-à-Celles. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignemens.</p>  |
| 13. | 595. | <p>Par pétition en date du 16 septembre 1835,</p> <p>Les musiciens de l'orchestre de Liège, qui sont en même temps professeurs de musique, se plaignent du tort qu'ils éprouvent, ensuite de ce que les enfans des familles les plus aisées sont admis au Conservatoire. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.</p>   |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions |   |
|------------------------------|--------------------------------------|---|
| 14.                          | 627.                                 | Par pétition en date du 30 novembre 1835,<br>Le major retraité, Bavier, né Suisse, demande à être exempté de payer aucune contribution, en sa qualité d'étranger.—Concl.— Renvoi au ministre des finances.  |
| 15.                          | 628                                  | Par pétition en date du 30 novembre 1835,<br>Les régeances des communes de St-Jean in Eremo, Ste-Marguerite et Watervliet, demandent que la Chambre alloue le crédit nécessaire pour la construction du canal projeté de Zelzaete vers la mer du Nord. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignements.                   |
| 16.                          | 656.                                 | Par pétition en date du 29 novembre 1835,<br>Les habitans de la commune de Bouchaute demandent la construction du canal de Zelzaete à Blankenberghe.—Concl.— Renvoi au ministre de l'intérieur, et dépôt au bureau des renseignements.  |
| 17.                          | 679.                                 | Par pétition en date du 15 décembre 1835,<br>Des habitans de la commune de Bassevelde demandent la construction du canal de Zelzaete à Blankenberghe.—Concl.— Renvoi au ministre des finances, et dépôt au bureau des renseignements.   |
| 18.                          | 662.                                 | Par pétition en date du 12 décembre 1835,<br>Filaine (N.), notaire à Scrinchamps, demande que les chevaux des notaires d'arrondissement soient compris dans la réduction proposée dans le budget des voies et moyens. — Concl. — Renvoi au ministre des finances, et dépôt au bureau des renseignements.  |
| 19.                          | 596.                                 | Par pétition non datée,<br>Les médecins de campagne, de l'arrondissement de Charleroy, demandent que la Chambre adopte une disposition qui les exempte de payer pour leurs chevaux l'impôt établi sur les chevaux de luxe. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances et à la section centrale qui sera nommée pour discuter le projet de loi y relatif. |
| 20.                          | 618.                                 | Par pétition en date du    novembre 1835,<br>Quatre habitans de Bruxelles, ayant fait des ouvrages de leur état à l'église des Augustins (temple protestant), dans les années 1828 à 1830, réclament le paiement de ce qui leur est dû de ce chef. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 21.                          | 605.                                 | Par pétition en date du 13 septembre 1835,<br>Le major Kessels, à Namur, demande que la Chambre autorise le ministre de l'intérieur à faire l'acquisition de sa balcine, en allouant une somme au budget de ce département. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur avec demande d'explications.  |

M. VANDENBOSSCHIE, 2<sup>e</sup> Rapporteur.

22. 387. Par pétition en date du 27 avril 1835,  
Le sieur J.-F. Broglia, ex-capitaine au 2<sup>e</sup> bataillon des tirailleurs de l'Escaut, réclame du gouvernement le paiement d'une somme de fr. 3,506-73, du chef d'avances faites, en 1833, au 5<sup>e</sup> bataillon de chasseurs volontaires, commandé par le major Walckiers. — Concl. — Ordre du jour.
23. 406. Par pétition en date du 31 juillet 1835,  
La dame veuve P.-J. Claessens, née Mertens, à Anvers, demande l'enlèvement des baraques construites sur sa propriété, située dans le poldre d'Oordam, et le paiement des terres enlevées pour le renforcement de la digue de Cocwenstein. — Concl. — Ordre du jour.
24. 412. Par pétition en date du 2 juillet 1835,  
La dame Cath. Van Mechelen, épouse de Pierre Hoeygelen, boulanger à Bruxelles, demande une indemnité du chef des pertes qu'elle a essayées en 1830, par l'incendie de la maison du sieur Demunck, par les hollandais, où elle était en qualité de servante. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
25. 415. Par pétition en date du 31 juillet 1835,  
74 habitans de Lillo, réfugiés au village de Paille, depuis 1831, par suite de la rupture de la digue de l'Escaut, demandent une indemnité s'élevant à un total de fr. 14,000. — Concl. Renvoi au ministre de l'intérieur.
26. 416. L'administration communale de Cruybecke réclame le paiement d'une somme de fl. 265-46, pour fournitures de planches faites à l'armée française lors du siège de la citadelle d'Anvers. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre avec demande d'explications.
27. 417. Par pétition en date du 3 août 1835,  
La dame veuve Reyns, bouchère à Anvers, réclame de nouveau le paiement d'une somme de fl. 2,089 29 cents, pour fourniture de viande faite en 1830, à l'hôpital militaire d'Anvers. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
28. 422. Par pétition en date du 5 août 1835,  
La régence de Verviers renouvelle sa demande en remboursement de la somme de 80,000 fl. de Liège, pour construction de la route de Theux. — Concl. — Renvoi à la commission spéciale.
29. 423. Par pétition en date du août 1835,  
Le sieur Belliant, à Bruxelles, réclame le paiement de l'indemnité qui lui revient pour pertes essayées par lui lors du bombardement d'Anvers. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la loi sur les indemnités.

- |     |      |   |
|-----|------|---|
| 30. | 426. | Par pétition en date du 4 août 1835,<br>Le sieur L. Damseaux, notaire à Verviers, réclame le paiement d'une somme de fr. 423-27, pour indemnité comme membre du conseil de milice pour la levée de 1832 et pour la réserve de la même année. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.  |
| 31. | 429. | Par pétition en date du 15 juillet 1835,<br>Le sieur Dubosch à Sleyvinge, prie la Chambre de s'occuper de la loi sur les indemnités. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi sur les indemnités.   |
| 32. | 431. | Par pétition en date du 6 août 1835,<br>Le sieur H.-J. Mary, à Anvers, réclame de nouveau le paiement de l'indemnité qui lui revient pour interruption pendant trois années de la jouissance de deux de ses maisons, situées près la citadelle. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre. |

---

**M. VAN DER BELEN, 3<sup>e</sup> Rapporteur.**

- |     |      |  |
|-----|------|--|
| 33. | 390. | Par pétition datée de Bruges, le 1 <sup>er</sup> mai 1835,<br>Plusieurs fabricans et négocians de cette ville demandent que la Chambre adopte une disposition qui fasse cesser les ventes de marchandises à l'encan. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et à la commission d'industrie.  |
| 34. | 392. | Par pétition datée de Gerpinnes (Hainant), le     avril 1835,<br>L'administration communale et les propriétaires de ladite commune demandent la révocation ou l'annulation de l'arrêté du roi Guillaume, accordant à feu MM. Deccutier et Puissant, la concession de mines de fer sur une étendue de 2,356 bonniers 9 perches, sur le territoire de cette commune. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens. |
| 35. | 403. | Par pétition datée de Gand et Bruxelles, le 4 avril 1835,<br>Les membres de la commission cotonnière demandent que la Chambre provoque un prompt rapport de la section centrale sur la proposition des représentans des Flandres. — Concl. — Renvoi à la commission pour le projet sur les droits d'entrée des cotons étrangers.   |
| 36. | 404. | Par pétition datée de Bruxelles, le 3 août 1835,<br>Le sieur L. Chavaete de cette ville, réclame la protection de la Chambre pour être à l'abri de prétendues persécutions d'un procureur du Roi. — Concl. — Renvoi au Sénat à qui la pétition est adressée.   |
| 37. | 407. | Par pétition datée d'Herenthals, le 25 mai 1835,<br>Le sieur H. Janssens, pharmacien en cette ville, réclame le paiement d'une somme de fr. 594-52, du chef de fournitures   |

de médicamens faites par ordre du médecin Heurs et du pharmacien Vandevelde, pour l'hôpital temporaire d'Herentals. — Concl. — Ordre du jour.

38. 421. Par pétition de Soignies, le 2 août 1835,  
Le sieur Dieudonné Rougetel, milicien de 1835, réclame contre l'inscription dans une autre commune d'un milicien mineur, ce qui l'oblige à marcher à sa place, dans la commune qu'il a habité jusqu'ici. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur avec demande d'explications.
39. 432. Par pétition datée de Louvain, le 6 août 1835,  
Le sieur Debondridder, habitant de cette ville, demande que la Chambre prenne une mesure qui autorise M. le ministre des finances de tenir compte aux acquéreurs des domaines, du montant du billet qu'ils ont versé au syndicat d'amortissement, pour cautionnement du prix de leurs acquisitions. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

---

**M. POLLENUS, 4<sup>e</sup> Rapporteur.**

40. 750. Par pétition en date du 26 janvier 1836,  
Le sieur Chavaete, renouvelle ses doléances sur le prétendu déni de justice qu'il éprouve de la part de M. le ministre de la justice. — Concl. — Ordre du jour.
41. 756. Par pétition non datée,  
Plusieurs brasseurs de bière et vinaigriers de 1<sup>e</sup> classe, à Gand, demandent que la Chambre adopte une disposition qui modifierait la loi de 1822, en assimilant les fabricans de vinaigre de 3<sup>e</sup> classe à ceux de 1<sup>e</sup> et de 2<sup>e</sup> classc. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
42. 759. Par pétition en date du 30 janvier 1836,  
Le sieur P.-J. Cloes, instituteur primaire à Marchin, demande une loi sur l'instruction primaire et présente des observations sur cette loi. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
43. 762. Par pétition en date du 24 janvier 1836,  
Le sieur P. Visschers, professeur à Malines, exprime le désir qu'une commission soit nommée pour prononcer sur les différences qui se font remarquer dans la manière d'écrire la langue flamande dans les différentes provinces du royaume. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
44. 764. Par pétition en date du 12 janvier 1836,  
Des habitans des communes du canton de Chimay se plaignent d'être réunis à la commune de Chimay, ensuite des opérations cadastrales. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur avec demande d'explications.

- | Números<br>du<br>feuilleton. | Números<br>du livre des<br>pétitions |   |
|------------------------------|--------------------------------------|---|
| 45.                          | 768.                                 | Par pétition en date du 30 janvier 1836,<br>Plusieurs habitans de Bruges, titulaires d'engagères fournies par eux, en qualité de magistrats de ladite ville, renouvellent leur demande de liquidation de ces engagères. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 46.                          | 63.                                  | Par pétition en date du 5 décembre 1835,<br>Le sieur Verheyden, négociant en vins à Bruxelles, renouvelle ses plaintes sur les abus qui se commettent dans l'exercice sur les accises. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.  |
| 47.                          | 138.                                 | Par pétition en date du 14 janvier 1834,<br>Le sieur Capouillet, raffineur de sucre à Mons, réclame des mesures répressives contre la fraude. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 48.                          | 42.                                  | Par pétition en date du 20 octobre 1833,<br>Un grand nombre de négocians de Bruxelles demandent la révision de la loi du 10 août 1822, concernant la préemption. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 49.                          | 735.                                 | Par pétition en date du 20 janvier 1836,<br>Le sieur Zélis (J. M.), à Sittard, se plaint de ce que les employés des douanes ont fait contre lui un procès-verbal, à une distance de deux lieues de la frontière, pour un transport de grains. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 50.                          | 487.                                 | Par pétition en date du 13 septembre 1833,<br>Un grand nombre d'habitans de Bruxelles renouvellent leur demande qu'il soit accordé à M. Lubin un privilège limité de pouvoir soigner librement les malades, en fournissant, contre dédommagement de leur valeur, les compositions qui produisent des effets si merveilleux. — Concl. — Ordre du jour. |
| 51.                          | 496.                                 | Par pétition en date du 18 septembre 1833,<br>Un grand nombre d'habitans de Bruxelles, guéris du choléra par le sieur Van der Gheyn, demandent une mesure législative qui permette de vendre son remède. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.  |
| 52.                          | 490.                                 | Par pétition non datée,<br>Le sieur Vandengheyn, de Louvain, demande qu'il lui soit permis de guérir les malades atteints du choléra et subsidiairement que sa pétition soit lue à la Chambre. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.  |
| 53.                          | 769.                                 | Par pétition en date du 26 janvier 1836,<br>Les membres des conseils des fabriques de dix églises de Liège demandent que les subsides des vicaires soient mis à la charge de l'État. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.  |
| 54.                          | 114.                                 | Par pétition en date du 6 janvier 1833,<br>Le sieur J.-J. Picard, ancien juge à Liège, adresse des obser-   |

- vations relatives aux pièces de monnaies françaises qui vont être retirées de la circulation. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
55. 749. Par pétition non datée,  
Trois huissiers, porteurs de contraintes du contrôle de Thielt, se plaignent de ce que des personnes sans commission, et notamment les gardes-champêtres, perçoivent le droit de 11 centimes par contrainte. — Concl. — Ordre du jour.
56. 737. Par pétition en date du 20 janvier 1836,  
Des rouliers de Namur se plaignent des fermetures multipliées des barrières qui les empêchent de circuler sur les routes. — Concl. — Ordre du jour.
57. 745. Par pétition en date du 14 décembre 1835,  
Les notaires de l'arrondissement de Luxembourg demandent que la Chambre mette à l'ordre du jour de ses séances le projet portant des modifications à la loi organique sur le notariat, et adressent des observations sur ce projet. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
58. 476. Par pétition en date du 10 septembre 1833,  
Le sieur Jean Remorque, à Nivelles, demande que l'administration des postes soit convertie en simples divisions ressortissant du ministère de l'intérieur. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
59. 475. Par pétition en date du 15 août 1833,  
Les bourgmestres du canton de Stavelot, demandent que dans la nouvelle organisation provinciale le canton de Stavelot fasse partie du district de Verviers dont il a été distrait en 1821. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
- 
- M. MAST DE VRIES, 5<sup>e</sup> Rapporteur.**
60. 655. Par pétition non datée,  
Des habitans de Bruxelles demandent que la loi sur la garde civique soit modifiée de manière qu'elle soit organisée en trois bans.
61. 669. Par pétition non datée,  
Des membres de la garde civique de Bruxelles demandent que cette institution soit organisée en trois bans.
62. 670. Par pétition non datée,  
Des gardes civiques de Bruxelles demandent l'organisation de la garde civique en trois bans.
63. 680. Par pétition non datée,  
Des habitans de Bruxelles demandent que la garde civique soit organisée en trois bans.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton | Numéros<br>du livre des<br>pétitions |   |
|-----------------------------|--------------------------------------|---|
| 64.                         | 685.                                 | Par pétition non datée,<br>Des habitans de Bruxelles demandent que la garde civique soit organisée en trois bans.   |
| 65.                         | 720.                                 | Par pétition en date du 31 décembre 1835,<br>Des gardes civiques de la ville de Tournay demandent l'organisation de la garde civique en trois bans.   |
| 66.                         | 754.                                 | Par pétition en date du décembre 1835,<br>Plusieurs habitans d'Ostende demandent que la garde civique soit réorganisée en trois bans.   |
| 67.                         | 746.                                 | Par pétition en date du 20 décembre 1835,<br>Un grand nombre de gardes civiques d'Anvers adressent des observations sur l'organisation actuelle de la garde civique. — Concl. — Renvoi des huit pétitions ci-dessus à M. le ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 68.                         | 732.                                 | Par pétition non datée,<br>Des habitans de Bruxelles réclament contre les pétitions tendantes à diviser la garde civique en trois catégories. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.   |
| 69.                         | 619.                                 | Par pétition en date du 27 novembre 1830,<br>La régence de la ville de Turnhout réclame le paiement d'un solde de 1,667 fr. 11 c., qui lui revient du chef de prestations faites à l'armée française en 1831. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 70.                         | 738.                                 | Par pétition en date du 15 janvier 1836,<br>L'administration communale de Luthuy (Brabant), se plaint de ce que cette commune, avec quarante-quatre autres de l'arrondissement de Nivelles, n'aient pas été comprises dans la liquidation faite à diverses administrations en 1833, du chef de prestations faites à l'armée française en 1831. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre pour renseignemens. |
| 71.                         | 148.                                 | Par pétition en date du 15 janvier 1834,<br>Le sieur Hames, propriétaire à Mersch, demande que la Chambre statue que le traitement soit retiré à tout curé orangiste. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 72.                         | 660.                                 | Par pétition en date du 26 novembre 1835,<br>Les habitans d'Ostende et des environs demandent l'ouverture des travaux de la route en fer de cette ville vers Malines. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.   |
| 73.                         | 752.                                 | Par pétition non datée,<br>Cinq meuniers de l'arrondissement de Mons demandent une indemnité du chef des pertes essuyées par eux pour le chômage de leurs moulins pendant cinquante-neuf jours, par ordre du génie militaire, à l'époque du choléra. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 74.                         | 614.                                 | Par pétition en date du 27 novembre 1835,<br>Le sieur H.-J. Verrassel, à Bruxelles, co-propriétaire de la chaussée d'Hoboken à Lierre, demande la restitution de cette  |

chaussée ou le remboursement des sommes payées pour sa construction. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

75. 743. Un grand nombre de cultivateurs du polder inondé de Lillo, conjointement avec ceux des communes de Stabroek et Berendrecht, demandent à être déchargés du paiement des frais d'entretien des digues, écluses, ponts, etc., dudit polder. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
76. 699. Par pétition en date du 22 décembre 1835,  
Plusieurs anciens comptables, veuves et héritiers de fonctionnaires à Bruxelles, demandent le remboursement de cautionnements versés en numéraire, et demandent l'allocation au budget d'une somme à cet effet, avant la liquidation avec la Hollande. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
77. 610. Par pétition en date du 18 novembre 1835,  
Le sieur Diederich, laboureur à Stolzenbourg (Luxembourg), réclame le paiement d'une partie de terre expropriée par le gouvernement des Pays-Bas, pour l'exploitation d'une mine de cuivre. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
78. 712. Par pétition en date du 23 décembre 1835,  
Le sieur A. Ruthiel, batelier à Venloo, réclame le paiement d'une somme de fr. 73-25 du chef de transports militaires effectués à la requête du commandant de place de cette ville. — Concl. — Ordre du jour.
79. 646. Par pétition en date du 8 décembre 1835,  
Les bourgmestres des communes de Lillo, Stabroek, Berendrecht et Santvliet, demandent que la Chambre s'occupe du projet de loi relatif aux indemnités. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
80. 763. Par pétition en date du 30 janvier 1836,  
Des habitans des communes inondées de Lillo, Stabroek, Berendrecht et Santvliet, demandent que la Chambre adopte des mesures pour venir à leur secours. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
81. 705. Par pétition en date du 18 décembre 1835,  
Plusieurs habitans d'Anvers, victimes du bombardement, demandent à être indemnisés de leurs pertes. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
82. 751. Par pétition en date du 10 janvier 1836,  
Le sieur J. De Martelaëre, directeur de la maison de sûreté civile et militaire d'Anvers, victime du bombardement, demande une indemnité pour les pertes qu'il a essuyées de ce chef. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
83. 643. Par pétition en date du 9 décembre 1835,  
La dame veuve Cantineau, propriétaire de l'hôtel de Galles à Bruxelles, demande de nouveau d'être indemnisée des pertes

qu'elle a essayées par la révolution. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

84. 108. Par pétition en date du 28 décembre 1833,  
Les dames Marie et Adèle Van Gestel, à Bruxelles, réclament le paiement de l'indemnité qui leur revient du chef des pertes essayées par elles dans les journées de septembre. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
85. 583. Par pétition en date du 16 novembre 1835,  
Des habitans de la 5<sup>e</sup> section d'Anvers demandent qu'il soit alloué au budget de la guerre une somme pour les indemniser des pertes que le siège de la citadelle leur a fait éprouver. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
86. 650. Par pétition en date du 2 novembre 1835,  
Le sieur P. Allein, ancien aide-éclusier du Capitalendam, à Watervliet, demande une indemnité du chef des pertes qu'il a essayées par l'enlèvement de ces écluses. — Concl. — Ordre du jour.

---

**M. L.-J. ZOUDE, 6<sup>e</sup> Rapporteur.**

87. 753. Le sieur Lichtentahl, facteur de pianos, demande une augmentation de droits d'entrée sur les pianos étrangers. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
88. 734. Cinq négocians de Namur demandent une augmentation de droits sur les cêruses étrangères. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.
89. 104. Plusieurs tanneurs de Tournai, Perwelz, adressent des observations sur l'état de souffrance de leur industrie et les moyens d'y remédier.
90. 101. Plusieurs tanneurs de St-Ghislain, Deurs, etc., adressent les mêmes réclamations.
91. 109. Plusieurs tanneurs et corroyeurs de Bruxelles réclament des modifications aux lois de douanes sur l'importation des cuirs tannés à l'étranger. — Concl. — Renvoi de ces trois pétitions à la commission d'industrie.
92. 767. Des propriétaires de bateaux de Bruxelles, Alost et Termonde demandent que la Chambre s'occupe de la loi du transit. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi présenté par le gouvernement sur la matière.
93. 684. Le sieur Jean Willems, saunier, propose diverses modifications à la loi sur le sel.
94. 777. Le sieur A. Titeux adresse des observations sur la loi relative à l'impôt sur le sel.

Numéros du feuilleton	Numéros du livre des pétitions.	
95.	582.	Le sieur Tibbaut-Wauters, saunier à Wetteren, réclame une nouvelle loi sur le sel.
96.	640.	Le sieur Calenaert adresse des observations sur le projet de loi relatif au sel.
97.	649.	Trois sauniers de Bruxelles demandent la libre circulation du sel raffiné.
98.	736.	Le sieur Heyligers, saunier à Maseyck, appelle l'attention du gouvernement sur la fraude du sel qui se commet par Maestricht.
99.	809.	Des sauniers de Bruxelles demandent la libre circulation du sel. — Concl. — Renvoi des 7 pétitions qui précèdent au ministre des finances.
100.	481.	Un grand nombre de cabaretiers de Bruxelles demandent d'être soustraits aux fiscalités et au régime sur le jaugeage des verres servant à la vente des liquides en détail.
101.	491.	Grand nombre de cabaretiers de Bruxelles demandent que les verres dits <i>demi-litres</i> soient exempts du jaugeage.
102.	638.	Plusieurs boutiquiers demandent qu'on permette la dénomination des anciens poids en livres, quarterons et onces, en leur appliquant toutefois les valeurs des mesures décimales.
103.	718.	Plusieurs négocians de Liège adressent la même demande.
104.	702.	Plusieurs boutiquiers de la commune de Hamme adressent la même demande.
105.	700.	Plusieurs fabricans de poids et mesures de la ville de Lokeren demandent une nouvelle loi sur les poids et mesures. — Concl. — Dépôt de ces 6 pétitions au bureau des renseignemens.
106.	639.	Quatre fabricans de poids et mesures de Lokeren se plaignent de ce qu'ils sont obligés de faire poinçonner tous les ans les poids et mesures qu'ils n'ont pas vendus. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
107.	704.	Le sieur de Sauw, marchand de cendres, demande d'être admis à faire usage de cuves d'une autre forme que celle du 1/2 hectolitre et d'une contenance de 40 litres. — Concl. — Ordre du jour.
108.	620.	Le sieur Robert Diasson, marchand de chiffons, réclame contre le droit de 10 p. % dont on propose de frapper les os à la sortie.
109.	673.	Des fabricans de noir animal et raffineurs de sucre, à Gand, adressent des observations sur le projet de loi relatif aux os.
110.	694.	Le sieur Lelievre-Duchateau, fabricant de noir animal, etc., demande que les os soient prohibés à la sortie. — Concl. — Dépôt de ces 3 pétitions au bureau des renseignemens.
111.	412.	Les sieurs C. et F. Arnoldy d'Echternach demandent que la houille prussienne puisse être importée moyennant un droit modéré.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|---------------------------------------|--|
| 112.                         | 697.                                  | Les maréchaux et cloutiers du district de Grevenmacher demandent que la houille prussienne puisse être introduite aux mêmes conditions que la houille française. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions à la section centrale chargée de l'examen de la proposition de M. De Puydt sur cette matière.   |
| 113.                         | 636.                                  | Deux propriétaires de scieries à Pierres, de Tilly et Mary, demandent qu'il soit établi un droit à la sortie sur les pierres brutes et équarries, égal à celui d'entrée supprimé par ordonnance royale de France. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.   |
| 114.                         | 611.                                  | Les sieurs Glucde, fabricans et meuniers, font remarquer une contradiction dans la loi des patentes, en ce qui concerne les voitures employées exclusivement par les fabricans au transport des produits de leur fabrique : les voitures par eau sont assujetties à un droit de patente dont sont exemptes celles par terre. — Concl. — Renvoi au ministre des finances. |
| 115.                         | 688.                                  | Plusieurs maîtres de forges du Luxembourg demandent que le droit sur la sortie des charbons de bois soit élevé à 25 p. % de leur valeur, lorsqu'ils sont arrivés au bureau de sortie. — Concl. — Renvoi à la commission d'industrie.   |